

## II - L'EMPIRE REFORMÉ (1855-1881)

Alexandre II (fils de Nicolas Ier) succède à son père en 1855 et fait le bilan des décennies écoulées. Avec lui la Russie se met en mouvement : l'heure est aux réformes, à l'ouverture sur l'Europe occidentale, sur les plans économique et politique.

Toutefois, ce rattrapage assumé vers l'Europe, Alexandre II pourra l'amorcer grâce au soutien d'une partie des élites de l'Empire. Ce train de réformes bouleversera à bien des égards l'ordre ancien mais sera aussi une des causes de la déstabilisation de la monarchie.

### A - La Russie Humiliation et réaction

En mars 1855, l'Empire russe est frappé à double titre, d'une part Nicolas Ier meurt (s'est-il suicidé ?), ensuite la guerre de Crimée, mal engagée, conduit bientôt à une défaite totale de la Russie.

Le traité de Paris signé le 30 mars 1856, ratifie le déclin de l'influence russe sur le plan international en

- refusant aux tsars de se poser en protecteur des minorités chrétiennes sous l'autorité de l'Empire ottoman;
- accordant une autonomie aux principautés roumaines de Valachie et de Moldavie tout en les laissant tributaires du Sultan;
- en déclarant la neutralité de la mer Noire (interdiction de la navigation aux navires de guerre) et des Détroits.

Si le traité ne remet cependant pas en question les frontières de la Russie, il va être ressenti comme une humiliation, pour les militaires d'abord mais aussi pour les panslavistes décidés à en finir avec l'Empire ottoman. On ne tient jamais assez compte de l'humiliation des vaincus.

Ainsi, la Russie, après sa montée en puissance de la première moitié du XIXe siècle, devait désormais se penser comme une grande puissance parmi d'autres tout en faisant le constat de son isolement, et de sa stigmatisation en tant que représentante du despotisme oriental en Europe orientale.

Mais cette défaite avait surtout mis en relief le retard économique et social de la Russie, et pour accéder à la modernité et maintenir son rang, l'Empire russe devait se réformer.

### B - Le temps des réformes ou Alexandre II, le « tsar libérateur »

Ce constat de l'arriération, **Alexandre II (1818-1881)** le partage aussi, désormais rien ne pourra plus être comme auparavant. Sa lucidité fut clairement exprimée lorsqu'il déclara à propos de l'abolition du servage :

*« Il vaut mieux commencer à abolir le servage d'en haut que d'attendre que ce servage commence à s'abolir par lui-même d'en bas »*

Cette formule sans appel nous montre aussi que ces réformes ne pouvaient se faire qu'avec l'aval des élites « d'en haut », et grâce à des hommes dont la main ne tremblerait pas. **Nicolas Milioutine (1818-1872)**, grand commis de l'Etat incarne plus qu'aucun autre l'ère des réformes.

Les premières mesures d'Alexandre II seront d'abolir les décrets décidés par son père Nicolas Ier dans les domaines de la censure et de l'enseignement supérieur, et de permettre à nouveau aux nobles de voyager librement en Europe. Mais ce que l'on retient avant tout de son réformisme, c'est l'abolition du servage en 1861.

### **L'abolition du servage**

En 1856, l'Empire russe compte 67 millions d'habitants dont 45 % de serfs et accuse un retard ne lui permettant pas de faire le saut vers l'industrialisation : manque d'infrastructures routières, chemin de fer anecdotique (1/5 du réseau français).

Pour maintenir son rang, la Russie doit s'interroger sur ses carences, rapidement c'est l'abolition du servage qui devient la pierre angulaire de la réforme. Cet objectif, caressé par ses prédécesseurs mais toujours abandonné, Alexandre II en partage la nécessité avec une élite éclairée (intellectuels, bourgeois mais aussi propriétaires fonciers) laquelle met en avant à la fois des arguments moraux et économiques.

La méthode utilisée par Alexandre II pour abolir le servage s'appuie d'abord sur l'organisation de comités au sein de la noblesse chargés de réfléchir et de proposer les modalités qui permettraient selon eux de sortir du servage. En même temps, le tsar s'entoure de bureaucrates éclairés et occidentalistes dont Nikolaï Miloutine est le mentor. Leur expertise indique clairement que l'émancipation des serfs doit être accompagnée d'une distribution des terres. Finalement, le débat durera près de quatre ans sans que jamais ne soit remis en cause le principe de l'abolition, par contre les lignes de fracture qui caractérisaient les élites aristocrates apparurent dans le choix de la méthode à suivre.

La pensée dominante était portée par **Nikolaï Milioutine**, soutenue par l'empereur, des nobles slavophiles et défendue au sein même de la famille impériale. Tous défendaient le principe selon lequel c'est le gouvernement qui devait porter la réforme, que la question du servage était bien trop importante pour n'être discutée qu'entre communautés paysannes et noblesse.

Rapidement, il apparût que la question essentielle était celle de l'accession à la terre pour les paysans serfs. Rappelons que les serfs étaient regroupés au sein de communautés paysannes (Mir) qui étaient chargées d'organiser les relations avec les propriétaires fonciers. Permettre aux communautés paysannes d'acquérir de la terre pour la redistribuer aux familles en fonction de leur importance et de leurs capacités. Mais ces «Mir », faute de moyens, ne pouvaient faire ces acquisitions, c'est donc l'Etat qui devait jouer le rôle d'interface entre vendeurs et acquéreurs en prêtant de l'argent aux

communautés, le remboursement devait se faire sur 49 ans (soit deux générations!). Malgré bien des scepticismes, ce schéma finit par triompher.

### **La libération : 19 février 1861**

C'est la date de la signature du décret sur le nouveau statut des paysans. Y figure pour les anciens serfs la possibilité de choix entre l'attribution d'une part des terres seigneuriales dont l'acquisition se ferait collectivement (via le Mir), ou alors celui de terres obtenues gratuitement et à titre individuel et surnommé « le lot du mendiant ».

Ce fut la solution communautaire qui fut largement choisie. Les terres étaient vendues à la communauté rurale autogérée laquelle redistribuait les terres entre ses membres selon leurs besoins et possibilités. Le Mir était aussi responsable du paiement des impôts et du recrutement des conscrits pour l'armée.

Mais pour beaucoup ce fut une réforme « ratée » et ce pour différentes raisons parmi lesquelles :

- des dotations en terres insuffisantes pour les besoins des familles;
- une mobilité contrôlée désormais, non plus par le propriétaire foncier, mais par la communauté, seule habilitée à laisser partir les paysans travailler ailleurs, même pour une saison.
- les réticences des paysans qui considéraient les annuités d'achat à payer à l'Etat en remboursement des prêts comme une forme de redevance seigneuriale déguisée.

Imparfait, le décret l'était, mais il allait cependant non seulement contribuer à faire évoluer les conditions pour la paysannerie mais surtout jouer le rôle d'une locomotive entraînant derrière elle toute une suite de réformes impensables auparavant.

### **C - Vers une société civile : la création des « zemstvos »**

Ces autres réformes concernaient le bon fonctionnement de l'Etat et le modèle était bismarckien donc allemand. Il faut se rappeler qu'une grande partie des élites russes étaient formées dans les universités allemandes à cette époque.

La première préoccupation fut de substituer à l'autorité seigneuriale désormais caduque (abolition du servage) dans les provinces, une autorité étatique, ce fut l'instauration des « zemstvos » (du russe « zemlia », la terre). Créés en 1864, les « **zemstvos** » étaient des assemblées provinciales élues pour trois années par un suffrage censitaire où siégeaient surtout la noblesse locale, les riches artisans et les commerçants. Leur champ de compétences allait des questions de ravitaillement, d'assistance publique, d'instruction primaire à l'entretien de la voirie et à la santé publique.

Une fois encore ce n'était pas parfait, ainsi la procédure de l'élection était limitée et réservée à une minorité plutôt conservatrice. Cependant, cette institution allait permettre la réalisation de progrès dans le principe de la représentation et de la responsabilisation des élus. A terme, cette notion de représentativité migra de la sphère régionale à la

sphère nationale, pour resurgir bientôt comme argument principal lors de la première révolution russe en 1905.

### **La réorganisation de l'armée et de la marine**

C'est un des autres axes majeurs des réformes d'Alexandre II rendu nécessaire après la guerre de Crimée.

La règle voulait que l'armée s'alimente en recrues en piochant dans les classes taillables et corvéables (les paysans) en fonction de ses besoins. Les communautés ou les seigneurs étaient chargés de sélectionner ceux appelés à servir sous le drapeau de l'Empire russe pour 25 ans, ni plus ni moins ! A l'issue de la réforme de 1874, le recrutement se fit désormais par tirage au sort pour un engagement de 6 ans et la formation des officiers fut améliorée, en partie grâce à la création sous Nicolas Ier de nouvelles écoles militaires comme nous l'avons vu.

On pourrait citer aussi dans ce train de réformes celle de l'impôt visant à remplacer la capitation payée par les catégories rurales et urbaines non privilégiées par un impôt moderne reposant sur les biens immobiliers et les revenus, et payés cette fois par tous les sujets de l'Empire, et donc par la noblesse. Les résistances furent si importantes que la capitation ne fut abolie qu'en 1886 sous Alexandre III, le successeur d'Alexandre II. Quant à un impôt sur le revenu vraiment modernisé, il fallut attendre la fin de l'Ancien régime en 1917.

### **D - Des réformes ratées ?**

Les historiens ont nuancé ce constat de l'échec en soulignant que ces réformes furent menées à l'échelle d'un pays-continent et donc avec des rythmes différents en fonction des domaines qui les concernaient et des régions où l'on se trouvait.

Par ailleurs, ce qui est indéniable, c'est que ce choix de la modernisation de l'Etat et du pays, avec pour objectif le rattrapage de l'Europe occidentale, a bouleversé en profondeur la société russe et a contribué à la déstabilisation de la monarchie. Car comme **Alexis de Tocqueville** l'avait souligné à propos de **Louis XVI** et de **Anne Robert Turgot**, « le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer » car en effet une réforme ouvre la porte à des revendications sociales qu'un mauvais gouvernement ne peut ni satisfaire de bon cœur, ni réprimer efficacement.

On retrouve cette demande de changements plus radicaux que ce que les structures de la monarchie pouvaient offrir chez les libéraux, qui passe des louanges à la dénonciation de l'« escroquerie » de 1861 et donne bientôt naissance à un embryonnaire mouvement révolutionnaire appelé à grossir avec le temps.

### **Pères et fils : idéalisme aristocratique et matérialisme socialiste**

Ce qu'avait redouté Nicolas Ier durant son règne et motivé une partie de sa politique intérieure c'était la libre expression. Désormais avec l'allègement de la censure décidé par Alexandre II, le statut plus libéral accordé aux universités, ou encore l'abolition du servage, le débat d'idées hier cantonné aux salons de la noblesse peut en sortir pour être

débattus par une opinion beaucoup plus large. Ce n'était pas forcément une bonne nouvelle pour le pouvoir.

Rapidement, trois foyers de contestations vont surgir :

- 1861-1862, les universités désormais plus autonomes sont le théâtre d'une agitation politique;
- 1862, apparition de la première organisation révolutionnaire clandestine en Russie, « Terre et Liberté »;
- 1863, à l'issue de nouvelles mesures réformistes d'Alexandre II en Pologne, une nouvelle insurrection éclate. Elle sera matée violemment avec un nouveau cortège de déportations de Polonais en Sibérie.

Le gouvernement était désormais bien décidé à réprimer toute revendication de participation au pouvoir qui pourrait surgir de la société civile. Les occidentalistes modérés, les nobles libéraux, ceux qui eurent l'audace de demander une constitution, tous ceux là furent censurés voire exilés. Cette politique du bâillon peut expliquer en partie la dégradation de l'image du tsar chez les libéraux. Mais, plus grave, elle vida la scène politique des opposants modérés au profit d'une opposition révolutionnaire qui allait bientôt passer à l'action.

### **L'université et ses nihilistes**

Si l'on prend l'exemple de l'université. En 1861-62 les universités furent gagnées par une vague de protestations et une doctrine qualifiée de nihiliste et qui reposait sur la volonté de destruction de la civilisation décadente et de la morale commune dans le but de construire une société nouvelle.

Ce nihilisme a aussi été expliqué comme une confrontation entre deux générations, celle des pères et celle des fils, un conflit illustré parfaitement par **Ivan Tourgueniev** dans son roman « Père et fils » (1862). L'écrivain y traite de l'émergence d'une mentalité révolutionnaire marquée par une contestation croissante face au conservatisme à travers le fossé creusé entre la génération des pères, aristocratiques, idéalistes et libéraux et celle des fils, plébéiens, matérialistes et socialistes bien décidés à passer à l'action.

Ces jeunes radicaux étaient en général issus des classes moyennes roturières éduquées, en rupture de ban avec l'orthodoxie et de fait, avec leur famille. Animé par un idéal socialiste (Proudhon et Fourier sont leurs références), ils ont leur maître à penser : **Nicolas Tchernychevski (1828-1889)**. Dans son roman-feuilleton « Que faire ? » Il proposait un socialisme utopique en action qui passait par la destruction de l'héritage de ses aînés. Par exemple, il condamnait « l'art pour l'art » qui devait disparaître au profit d'un art « civique et utile » capable d'instruire et d'élever le peuple. Tchernychevski faisait aussi la promotion de l'amour libre, de l'émancipation des jeunes filles (coupe garçonnette préconisée !). Et surtout, il invitait la jeunesse « capable de pensée critique » à se donner aux masses, à aller vers le peuple. A l'horizon de tout cela ? Un progrès matériel et une société juste, un « nouveau peuple » !

### **Du nihilisme au populisme (« narodnitchestvo »)**

Ce nihilisme utopique fut bientôt relayé par un populisme porté par **Mikhaïl Bakounine (1814-1874)** et **Nikolaï Mikhaïlovski (1842-1904)** qui forgèrent un socialisme censé être représentatif des réalités russes et qui enseignait que :

- le peuple russe, dépositaire de valeurs éthiques et de formes de vie sociales basées sur la communauté, allait échapper à la voie du capitalisme;
- l'intelligentsia, pour payer sa dette morale et sa culpabilité, devait instruire le peuple mais selon le bréviaire révolutionnaire.

Le premier point appelait à l'élaboration d'un projet de libération de la masse des paysans de leur ignorance et de leur misère matérielle. Opposés à l'industrialisation, ils voulaient faire du Mir (la communauté paysanne) la cheville ouvrière du développement économique de la Russie.

Le second point, invitait une jeune élite culpabilisée et éduquée à payer sa dette en instruisant le peuple afin de recevoir en échange une libération, car comme l'affirmait Alexandre Herzen « pour devenir un homme libre il faut passer par le peuple ».

Ainsi, de 1863 à 1874 des pérégrinations de jeunes gens furent organisées pour aller à la rencontre des paysans et trouver un langage politique commun. Mais cette quête d'un peuple imaginé et imaginaire se solda souvent par la rencontre de paysans incrédules, superstitieux, plus attachés à l'image du tsar qu'au socialisme. Pour beaucoup de ces exaltés, l'histoire se terminera par une dénonciation, une arrestation, une condamnation. Certains seront acquittés, d'autres connaîtront la prison et la déportation. Mais tous feront le constat amer que « dire la vérité au peuple » n'avait donné aucun fruit. Par conséquent, ce mouvement autant humaniste que politique jusqu'alors, allait se politiser fortement : la voie de la conspiration était désormais grande ouverte et beaucoup d'activistes étaient prêts à passer à l'action violente et au terrorisme.

## **Terrorisme**

Cette volonté de passer à l'acte fut donc la conséquence d'un face à face brutal avec l'Etat, certains décidèrent de ne plus baisser l'échine et de répondre par les armes : les tentatives d'assassinats sur des représentants de l'Etat se multiplièrent. Cette redéfinition des moyens de lutte fut aussi portée par une approche plus théorique. Il ne s'agissait plus désormais de rejoindre le peuple mais de s'organiser en petits groupes mobiles qui mèneraient des actions violentes pour secouer l'apathie du peuple. Car pour ces tenants de l'action directe, si la réalisation de la révolution sociale et politique par les masses se produit en Russie, elle devra d'abord être suscitée par un petit nombre de révolutionnaires, **Mikhaïl Bakounine (1814-1876)** et **Serge Netchaïev (1847-1882)**, et ne pas trop compter les morts.

Cette vulgate inspirera les premiers groupuscules révolutionnaires, le plus connu étant « La Volonté du peuple » (1879) dont la profession de foi était clairement un terrorisme « professionnel ». A l'issue d'une réunion, le groupe condamna l'empereur Alexandre II à mort et multiplia les attentats pour atteindre sa cible, en vain. Le 01 mars 1881 à Saint-Pétersbourg pourtant Alexandre II fut assassiné, alors même qu'il venait d'approuver une réforme devant conduire à terme la Russie à devenir une monarchie constitutionnelle...

## **E- L'Expansionnisme russe en Asie centrale (1865-1875)**

Les difficultés intérieures ne compromirent pas pour autant les ambitions extérieures de la Russie.

A la fin du XIXe siècle, la conquête russe de l'Asie centrale n'est d'ailleurs que la conclusion d'un processus d'expansion russe engagée au sud de la Volga dès le XVIe siècle (Prise de Kazan en 1552).

C'est toujours à partir de la Volga et de l'Oural que l'avancée russe vers l'Asie centrale se poursuit au XVIIIe siècle, le nouvel objectif étant les terres kazakhes. Une cinquantaine d'années plus tard, le contrôle de la steppe septentrionale était devenu déjà une réalité !

L'étape finale dans la colonisation de l'Asie centrale fut plus tardive du fait des combats menés dans le Caucase et de la Guerre de Crimée.

Au XIXe siècle, l'Asie centrale était dominée par trois principautés concurrentes, les **Khanats de Khiva et de Kokand, et l'Emirat de Boukhara**. La conquête russe débute réellement en 1865 avec la prise de Tashkent, la plus grande ville de la région. Elle se poursuit en 1868 avec la mise au pas de l'Emirat de Boukhara et s'achèva en 1873 dans le désert du Kyzylkum avec l'assaut lancé sur Khiva, la capitale du Khanat du même nom. Enfin, dans les années 1873-1881, la conquête du pays turkmène fut lancée, et après une résistance plus marquée la Russie s'imposa en 1884. A dire vrai, la conquête de l'Asie centrale ne représenta aucune difficulté pour l'Empire : la puissance de feu et l'efficacité militaire étaient bien de son côté.

La possession de cette région, au-delà des gains territoriaux qu'elle représente, était à l'évidence un atout important pour la Russie car l'Asie centrale (désignée par les Russes comme le Turkestan) se situait à un carrefour stratégique de première importance. C'est pourquoi, cette présence russe jugée indésirable par l'Angleterre donna lieu rapidement à des tensions. Inquiets pour leur colonie des Indes, les Britanniques goûtèrent peu les nouvelles ambitions russes en Perse et dans le Pamir. Cette nouvelle rivalité qui était en train de voir le jour - elle datait en fait du milieu du XIXe siècle - fut qualifiée de « **Grand jeu** » par les Britanniques, elle restera jusqu'à fin du XIXe siècle un point de discorde entre les deux puissances.